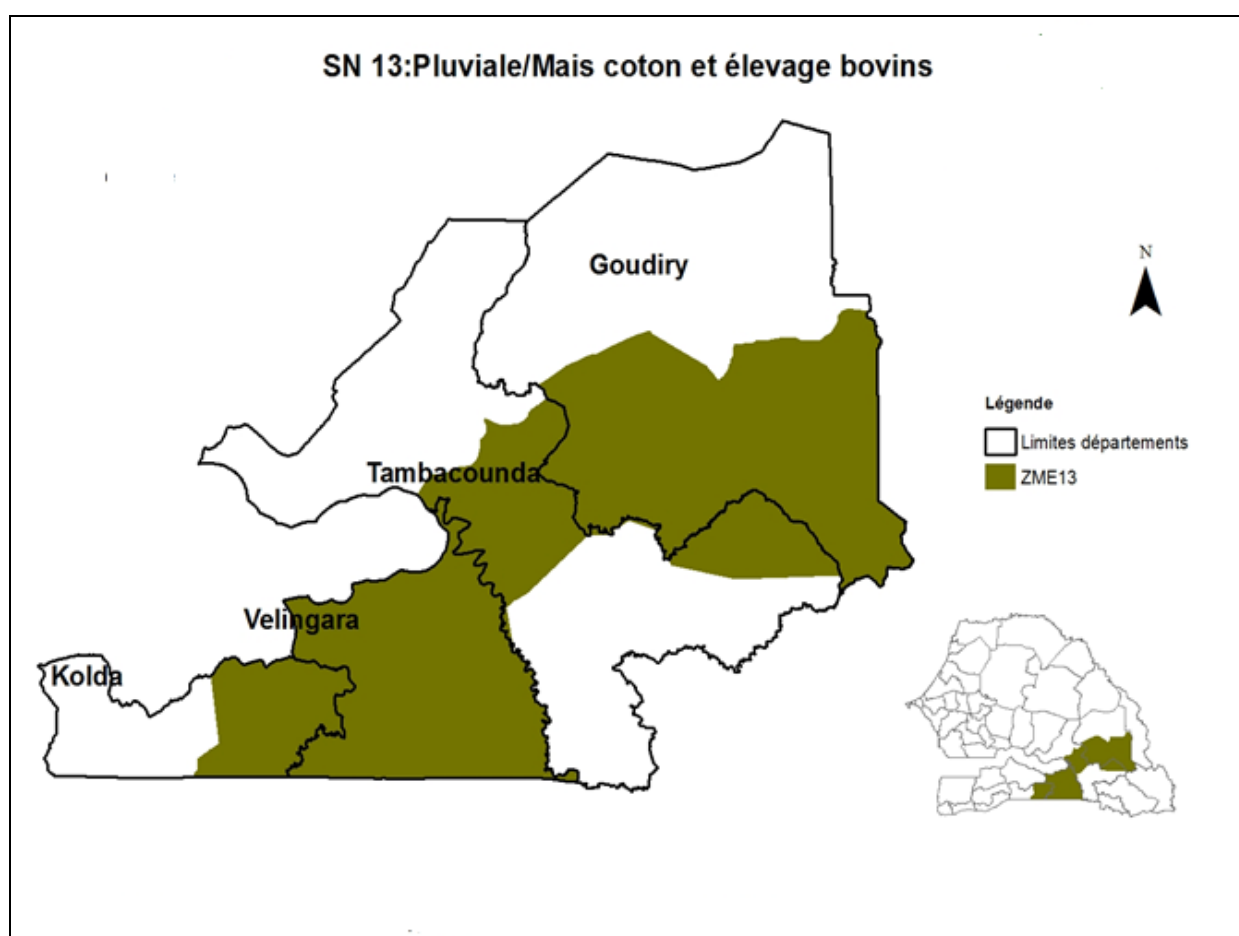


Profil de référence de l'économie des ménages ruraux de la zone de moyens d'existence SN 13/ pluviale, maïs, coton et bovin (Senegal) ¹



¹ Le travail de terrain de ce profil a eu lieu en Octobre 2017 dans le département de Vélingara, une partie du département de Kolda et à l'ouest la partie sud des départements de Tambacounda et Goudiry. L'information présentée fait référence à l'année de consommation **Octobre 2015 à Septembre 2016**. Sans changements rapides et fondamentaux dans l'économie de la zone, l'information contenue dans ce profil restera valide pour environ cinq à 10 ans.

I. Contexte

I.1. Situation géographique

La SN13 est à cheval sur deux régions, au Sud elle couvre le département de Vélingara, une partie du département de Kolda et à l'ouest la partie sud des départements de Tambacounda et Goudiry.

La région de Kolda est située en Haute-Casamance, au sud du pays, à proximité de la frontière avec la Guinée-Bissau, elle est délimitée à l'est par la région de Tambacounda au nord par la Gambie.

La région de Tambacounda est l'une des plus vastes du Sénégal. Situé à l'ouest du pays, la région est frontalière au Mali à l'est et la Gambie à l'ouest. Elle compte quatre départements dont deux sont dans la zone de moyens d'existence SN13.

Le climat de la zone est de type soudano guinéen marqué par deux saisons : une saison sèche allant de novembre à mai et une saison pluvieuse appelé hivernage qui va de juin à octobre. La pluviométrie reste importante avec une moyenne qui tourne autour de 900mm par an.

La végétation est de type boisée à savane arborée avec des sols fertiles, pour l'essentiel de texture hydro morphe limono-argileux.

La SN 13 est majoritairement peuplé de peulhs, suivis des soninkés, de mandingues et de sarakholé, elle présente une densité faible estimé à environ 30 hbts/ km².

La zone abrite les plus grands marchés régionaux avec le louma de Diaobé, Manda Douane, Keur Ayib entre autre.

I.2. Le système de production

La zone possède d'énormes potentialités économiques eu égard aux conditions climatiques favorables et la présence de vaste terres cultivables. Elle fait partie de la zone d'intervention de la SODEFITEX encore appelé "zone cotonnière" mais également du bassin de l'ANAMBE ou intervient la SODAGRI qui a une grande vocation rizicole. L'activité économique de la zone repose principalement sur l'agriculture et l'élevage. Les populations de la zone tirent également des revenus de l'exploitation forestière, la pêche et le commerce favorisé par la présence de marchés à caractères sous régionales.

Les pasteurs autochtones sont devenus au cours des années de grands agriculteurs tout en conservant leurs activités traditionnelles, l'élevage. Cet agro-pastoralisme avec ses implications modernes (cultures commerciales, outils et produits modernes) a modifié le système économique traditionnel.

L'élevage traditionnel et extensif pratiqué dans la zone est particulièrement marqué par la possession de bovins par presque tous les groupes socioéconomiques. L'importance du cheptel est essentiellement due aux conditions naturelles favorables. Le bilan fourrager est généralement excédentaire dans cette zone qui accueille même la transhumance. Le nombre de tête de bovins possédés est un critère de différenciation des groupes socioéconomiques.

L'agriculture pluviale est dominante dans cette zone ou les communautés sont appuyées par l'état du Sénégal à travers notamment la SODEFITEX qui subventionne les semences et le matériel agricole. Les principales cultures vivrières sont le maïs, le sorgho, le mil et le riz, en année normale, la production céréalère est généralement excédentaire.

Pour les cultures de rentes, le coton et l'arachide occupe la première place.

Cependant, la production de coton affiche une tendance à la baisse depuis quelques années en faveur de la culture de l'arachide et des cultures vivrières. La hausse des prix de l'arachide favorisée par la présence de négociants chinois a installé une compétition sur les produits de rente dans les exploitations familiales. A cela s'ajoute, la pluviométrie déficitaire enregistrée en 2016 marqué par un démarrage tardif et un arrêt précoce des pluies entraînant ainsi une baisse de la production de coton surtout dans la région de Tambacounda.

Au cours des dernières années, on note une augmentation de la production de bananes dans la zone du Gouloumbouce qui améliore notablement les revenus des ménages.

Choix de l'année de référence

Conformément à la méthodologie de l'analyse HEA, l'année 2015-2016 a été choisi pour servir de référence à l'étude. Ainsi, toutes les informations collectées auprès des communautés qui ont été visité se rapportent à cette année.

Elle a été choisie grâce à la collecte de données secondaires effectuée avec les services techniques de la zone au démarrage de l'étude, confirmer lors des entretiens communautaires.

L'année de référence 2015-2016 va des récoltes 2015 (octobre) jusqu'à la fin de la période de soudure 2016 (septembre), donc l'année de consommation surtout de la récolte de 2015. Elle était une année globalement normale où aucun choc n'a été enregistré dans la zone, et la pluviométrie était normale à excédentaire comparé à la moyenne de référence.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, les communautés estiment que sur les 5 années précédant l'analyse, c'est l'année dont la configuration revient le plus souvent dans la zone.

Il est certes plus aisé de choisir une année la plus proche possible de l'année de réalisation de l'étude, cependant l'année précédant l'étude a été une année où la zone a connu un choc sur la production agricole avec une pluviométrie déficitaire.

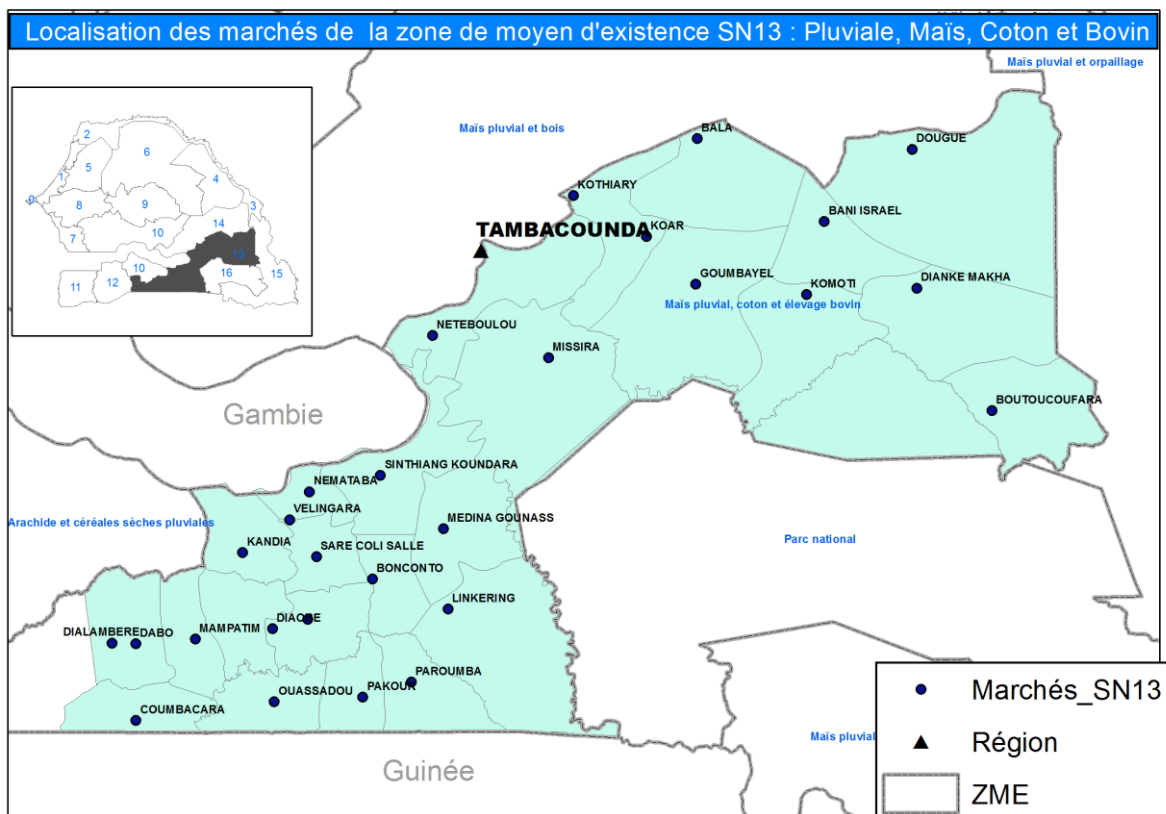
II. Marchés

Les principaux centres d'échanges sont Kolda, Vélingara, « Diobé », et les loumas de « Diobé », « Gouloumbou, » « Mandadouane ». Les grands centres urbains et les marchés hebdomadaire « loumas ») constituent les lieux privilégiés pour les achats et les ventes des produits alimentaires et non alimentaires notamment pour les ménages les plus aisés. Les ménages y vendent principalement les animaux (petits ruminants et bovins) et des produits de récolte (arachide). Ils y achètent divers produits alimentaires (riz, sorgho, huile, sucre, thé, poisson frais ou sec, viande, pain...) et des animaux ainsi que plusieurs équipements ménagers.

La majorité des transactions comprend des achats et ventes de céréales locales (maïs mil) et importées (riz), du bétail (caprins, ovins, bovins), des produits de cueillette (bananes, de « Mads 2», de pain de singe, de miel essentiellement, huile de palme) ainsi que de plusieurs autres biens de consommation. La demande en bétail en provenance de Dakar et les grands centres urbains du Sénégal connaît sa pointe durant les fêtes religieuses (Korité, Tabaski, Maouloud, Magal de Touba³) et constituent des opportunités pour les ménages d'obtenir des prix rémunérateurs.

² MAD : un produit forestier qui génère des revenus pour les ménages de la zone

³Magal de Touba : Grande cérémonie annuelle célébrée par la communauté Mouride au Sénégal



III. Calendrier saisonnier

Le calendrier saisonnier présenté ci-dessous (figure I) décrit les différentes activités pendant l'année de consommation de référence. Il détaille les principales activités agricoles et d'élevage ainsi que toutes les autres activités ou événements importants pour les ménages.

La première, allant de juillet à septembre, est la période la plus difficile pour les ménages de la zone. Elle correspond à la saison des pluies pendant laquelle les travaux champêtres sont intenses alors que les ménages les plus pauvres sont confrontés à la période de soudure alimentaire. Les réserves de la récolte passée sont alors épuisées, les prix des céréales sur les marchés sont à leurs niveaux les plus élevés de l'année. A cette période, les ménages les plus pauvres doivent aussi emprunter des céréales (riz ou mil) qu'ils remboursent généralement à la récolte. Par contre les animaux reprennent lentement du poids alors que le pâturage se régénère durant cette période. Le pic de production laitière des bovins pendant l'hivernage est observé.

La seconde période est celle poste récolte ; elle va d'octobre à décembre et correspond, aux récoltes des productions sous pluies. Mais la consommation du maïs en vert et du niébé (culture de cycle très court) débute en septembre. A cette période, le prix des animaux augmente, ceux des céréales baissent et les emprunts peuvent être remboursés.

Une fois les récoltes engrangées, les actifs agricoles de tous les groupes socio-économiques partent en exode, pour une durée de 2 à 5 mois, à la recherche d'un travail saisonnier à Dakar et autres grandes agglomérations.

La campagne agricole redémarre avec le défrichage et le nettoyage des parcelles en mai-juin. Les semis de juin à juillet suivis des opérations de sarclage et binage jusqu'en août sont les deux principales activités créatrices d'emploi pour les Très Pauvres et les Pauvres pendant cette saison.

Figure I : Calendrier saisonnier

mois (1-12)	Oct	Nov	Dec	Jan	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Jul	Août	Sept
Saisons												
saison des pluies												
saison sèche												
Cultures (Sorgho, Mil, Maïs, Niébé, arachides)												
préparation de la terre												
plantation/semis												
deshérbage/sarclage												
collecte												
battage												
Bovins												
chaleur												
pic naissances												
production laitière												
pic ventes												
Caprins												
chaleur												
pic naissances												
production laitière												
pic ventes												
Ovins												
chaleur												
pic naissances												
production laitière												
pic ventes												
Pic maladies de bétail												
Pic vaccination du bétail												
Vente volaille												
Autre												
Pic prix des denrées alimentaires												
Prix plus bas denrées alimentaires												
Période de soudure												
Migration main d'oeuvre												
Pic demande travailleurs agricoles												
Pic demande travailleurs non-agri.												
Pic maladies humaines												
Fêtes												
Pic cueillette												

IV. Catégorisation socioéconomique des ménages

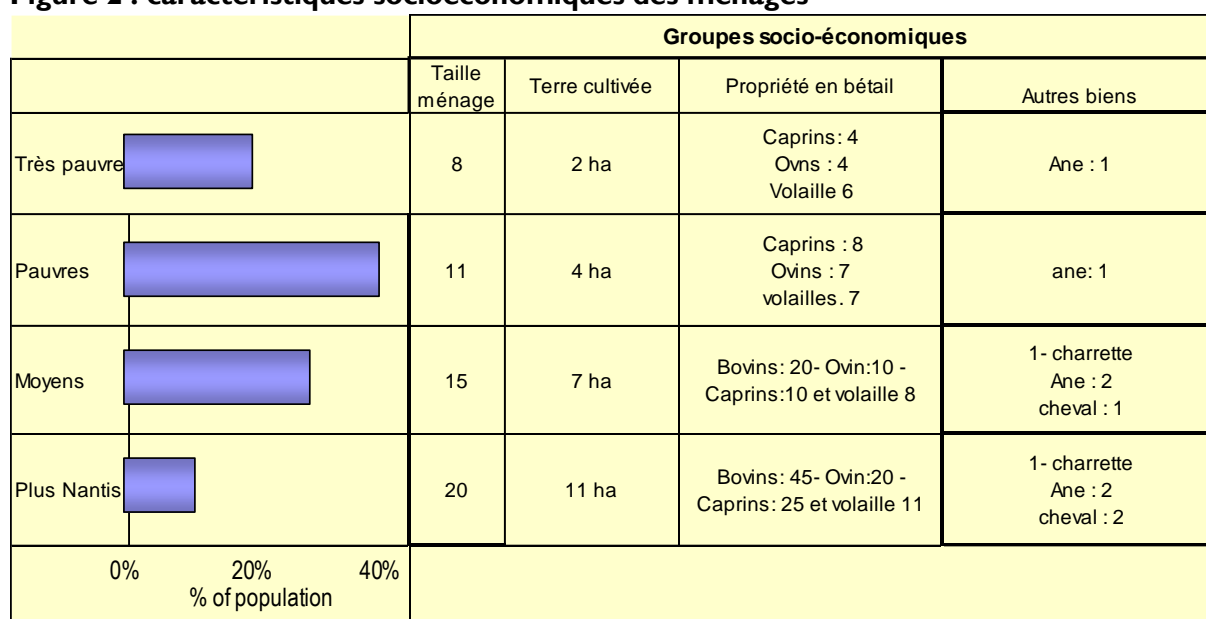
L'analyse de l'économie des ménages repose sur une classification socio-économique basée sur des critères définis pas les acteurs locaux. Les principaux déterminants du niveau de richesse ou de pauvreté selon les informateurs clés sont la superficie possédée et cultivée, la possession de bétail, le matériel agricole possédé, le revenu tiré de l'arboriculture et les revenus tirés des activités extra agricoles (exode, transferts des émigrés, travail occasionnel).

Ainsi, la catégorisation socio-économique effectuée dans les 12 villages fait ressortir une répartition assez homogène soit (20%) de ménages Très Pauvres et 40% de ménages Pauvres. Les ménages Nantis représentent un peu plus du dixième (11%), le reste étant constitué de ménages Moyens (29%).

Cette répartition laisse entrevoir une pauvreté monétaire qui pourrait s'expliquer par le déclin de l'arachide observé avec les sécheresses récurrentes et les crises répétées au niveau de la production du mil du fait notamment des oiseaux granivores. A cela s'ajoute la dégradation des terres et la faible mécanisation de l'agriculture qui est la principale source de nourriture et de revenu dans cette ZME. Il en résulte une faible productivité de la principale source de moyens d'existence de ces communautés : l'agriculture. Les activités agricoles demeurent traditionnelles et utilisent peu d'intrants, de matériel agricole et d'innovations techniques.

Le tableau ci-dessous présente la catégorisation des ménages en quatre grands groupes socio-économiques.

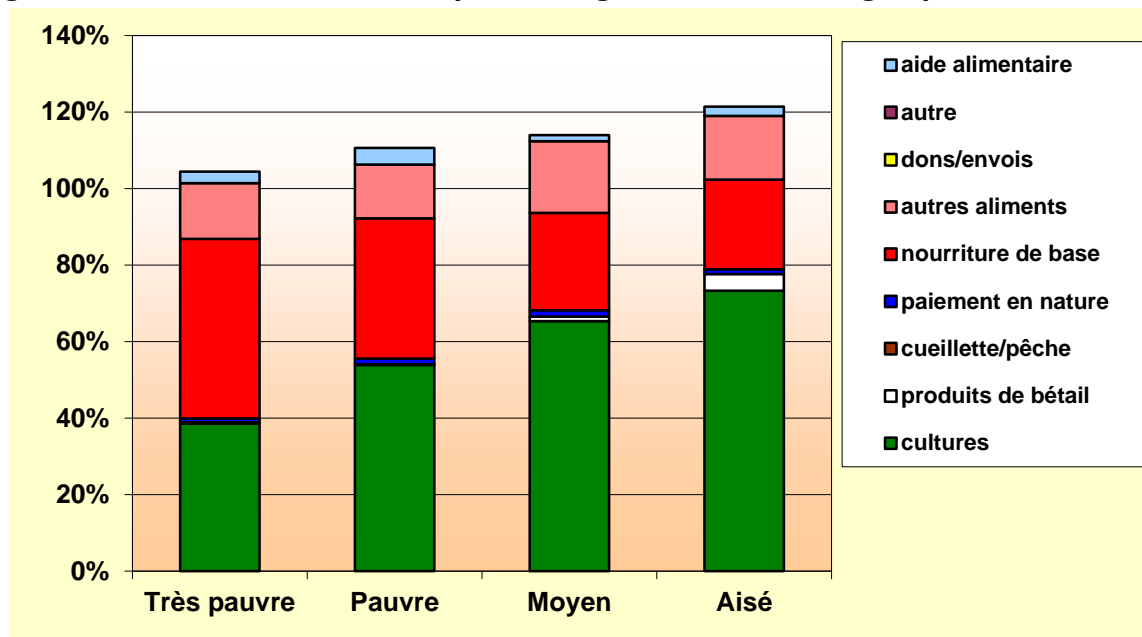
Figure 2 : caractéristiques socioéconomiques des ménages



V. Sources de nourriture

Un individu a besoin de 2100 kilocalorie par jour pour pouvoir satisfaire ses besoins énergétiques Il ressort que la quasi-totalité des groupes socio-économiques ont parvenus à couvrir la totalité de leurs besoins énergétiques de base durant cette année de référence et cela pour douze villages de la zone étudiée. Ainsi, la propre production agricole demeure la principale source de nourriture chez les ménages Aisés et Moyens alors que pour les ménages Très Pauvres et Pauvres font recours au marché pour compléter leurs besoins alimentaires annuels. Ce recours est plus prononcé chez très pauvres. Il est également noté que les produits de bétail (essentiellement le lait) sont une source de nourriture chez les ménages Aisés principalement (les plus pauvres ne possédant pas de vaches et le lait de chèvre n'étant pas consommé).

Figure 3 : Source de nourriture en pourcentage des besoins énergétiques de base



La propre production

Les principales sources de nourriture des ménages, vivant dans la zone de moyens d'existence SN 13 sont : la propre production, les achats de nourriture, l'aide alimentaire la cantine scolaire. En année de référence, toutes les catégories de ménages couvraient leurs besoins énergétiques minimaux, qui est le seuil de survie (100% de kilocalories. Les ménages Aisés couvraient 121% de leurs besoins, les Moyens 114%, les Pauvres 111%, les Très Pauvres 104%.

La principale source de nourriture des ménages Aisés et Moyens est constituée de leur propre production ; elle a permis de couvrir respectivement 73% et 65% de leurs besoins caloriques. La durée de consommation de cette production agricole est beaucoup plus longue chez les ménages Aisés et les Moyens : elle permet de couvrir 9 mois à plus chez les Aisés et 7 à 8 mois chez les Moyens. Par contre les ménages Pauvres et Très Pauvres quant à eux couvrent respectivement 54% et 39% des besoins annuels de leur propre production. Ces ménages sont de loin moins autosuffisants car leur stock ne peut couvrir que 4 à 3 mois de consommation.

En année de référence la production du mil diffère entre les différentes classes socioéconomiques. Les ménages Aisés et Moyens couvraient 6% de leurs besoins en consommation de mil, et les ménages Pauvres et Très Pauvres quant à eux couvraient respectivement 7%. Dans cette ZME pratiquement la céréale mil est n'est trop cultivée. Mais la quasi-totalité de la production de mil est destinée à l'auto consommation du ménage. D'autres usages de la production comme la Zakat⁴, les dons sont destinés aux personnes démunies et aux proches.

Le maïs en année de référence constituait la céréale de base la plus consommée par les ménages avec respectivement 27% et 30% pour les Nantis et Moyens et 16% et 12% pour les Pauvres et Très Pauvres.

Le sorgho est également une céréale très consommée par les ménages. La contribution du sorgho était de 16% chez les Nantis, 13% chez les Moyens, 15% chez les Pauvres et 9% chez les Très Pauvres.

⁴Zakat : mot arabe traduit par « aumône légale » est le troisième des piliers de l'islam

Concernant les légumineuses, l'arachide et le niébé sont produits par ces ménages. L'arachide couvre 20% de besoins pour les ménages Aisés et 15% pour les ménages Moyens et Pauvres et 8% pour les Très Pauvres. Le niébé pour sa part couvre 2% des besoins des ménages Aisés et Moyens, Pauvres et 1% pour ceux des Très Pauvres.

Produits animaux

La contribution des produits animaux (lait et viande) aux besoins énergétiques des ménages est nulle chez les ménages Très Pauvres et Pauvres. Les ménages Aisés et Moyens tirent respectivement 4% et 1% énergétiques annuelles à travers la production animale. Les ménages Pauvres et Très Pauvres ne possèdent pas généralement de bovins pour se procurer du lait.

La production laitière totale chez les Aisés est de l'ordre de 830 litres pendant l'hivernage. Chez les Moyens, elle n'est que de l'ordre de 270 litres. Aucune production de lait n'a été enregistrée en saison sèche. Il faut également noter que le lait des petits ruminants n'est pas consommé par les ménages. Ils préfèrent laisser le lait pour la consommation des petits nées des animaux.

Les achats alimentaires

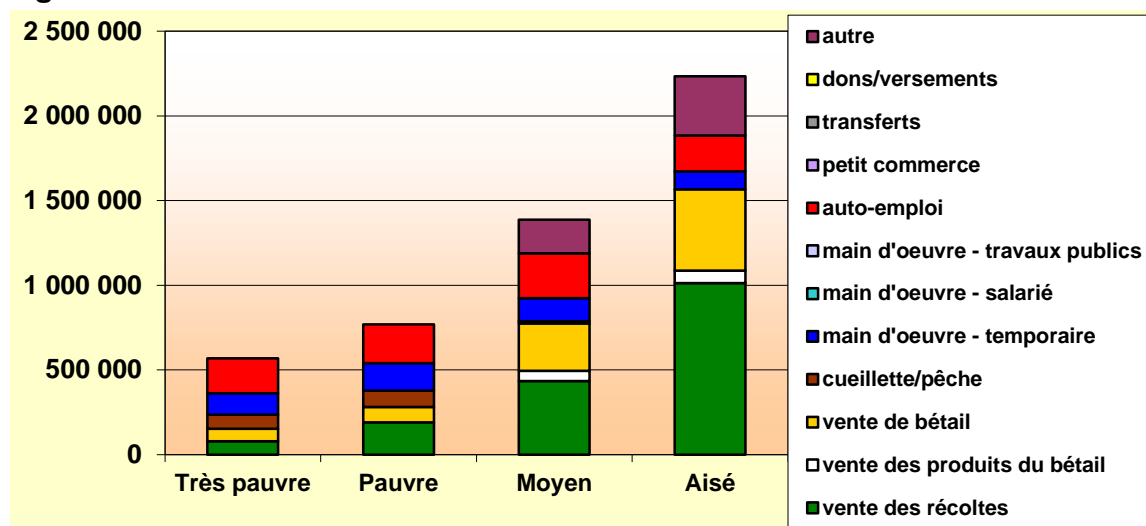
Les achats constituent une des principales sources de revenus pour les ménages. Les achats concernent généralement les céréales (mil, maïs, riz), des autres produits comme l'huile, le sucre, le poisson, le niébé, la pâte d'arachide etc. Les achats représentent une source importante de nourriture pour les ménages Pauvres et Très Pauvres, car ils contribuent respectivement 61% et 51% à la couverture des besoins en calories des ménages. Etant donné que leur production agricole couvre uniquement 3 à 4 mois de consommation, ces achats leur permettent de couvrir 7 mois de consommation. L'achat en nourriture de base pour les ménages Aisés et Moyens contribue respectivement 40 % et 44% à la couverture de leurs besoins malgré que leur propre production agricole puisse couvrir 7 à 8 mois de consommation.

Ainsi, on constate que les ménages Pauvres et Très Pauvres de cette zone SN13 sont fortement dépendants des marchés, qui a un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire des ménages. De ce fait, toute hausse des prix des denrées alimentaires de base aura des effets néfastes sur l'ensemble des ménages mais surtout chez le groupe des Pauvres qui peinent à couvrir leurs besoins énergétiques de base. Cette situation les rend encore plus vulnérables à l'insécurité alimentaire car la faiblesse de leur revenu ne leur permet pas d'acquiescer suffisamment de denrées alimentaires pour assurer la couverture de leurs besoins énergétiques.

VI. Sources de revenus monétaires

L'analyse des revenus des ménages, fait ressortir d'importantes disparités entre les quatre groupes socioéconomiques de la zone de moyen d'existence. Durant l'année de référence, les revenus des Nantis étaient de 2 234 500 F CFA, celui des Moyens de 1 388 100 F CFA, celui des Pauvres 769 450 FCFA et celui des Très Pauvres 568 675 FCFA. Les principales activités qui procuraient aux ménages de la zone, des revenus en année de référence étaient la vente de récolte, de bétail, l'auto-emploi, la main d'œuvre temporaire et la cueillette.

Figure 4 : les sources de revenus



La vente de la récolte

En année de référence cette activité était pratiquée par toutes les catégories socioéconomiques. Chez les Nantis et les Moyens, elle constitue la première source de revenus et provient exclusivement de la vente de l'arachide soit un montant de 1 012 500 FCFA. Cette vente de récolte procure aux ménages Moyens un montant de 435 100 FCFA, quant aux ménages Pauvres et Très Pauvres les revenus tirés de la récolte s'élèvent respectivement à 190 950 FCFA et 79 175 FCFA. La différence de revenus au niveau des catégories socioéconomiques s'explique par plusieurs facteurs :

- Les ménages Nantis et Moyens ont la capacité d'utiliser une grande quantité d'engrais et de semences de qualités
- Les superficies emblavées en cultures de rentes sont beaucoup plus importantes chez les ménages Aisés et Moyens que chez les ménages Pauvres et Très Pauvres
- Le manque de moyens des ménages Pauvre et Très Pauvre pour s'approvisionner en intrants.

La vente du bétail

La vente du bétail est une activité pratiquée par toutes les catégories socioéconomiques de la zone. Elle constitue l'une des principales sources de revenus pour les ménages Nantis et Moyens. Les principaux animaux vendus dans la zone SNI3 sont les bovins, les ovins et les caprins. Durant, l'année de référence la vente d'animaux a rapporté aux ménages Nantis 480 000 FCFA, aux ménages Moyens 280 000 FCFA, aux ménages Pauvres 90 000 FCFA et aux ménages Très Pauvres 73 000 FCFA. Concernant la vente de volaille elle permet aux ménages Très Pauvres de tirer plus de revenus supplémentaires de la vente du bétail.

Auto emploi

Dans cette zone, cette activité est constituée de la vente de bois de chauffe, du charbon de bois principalement mais également d'autres activités comme la vente de paille et l'artisanat.

Les ménages Pauvres et Très Pauvres tirent respectivement 229 500 FCFA et 205 500 FCFA de cette activité. Chez les ménages Nantis et Moyens, elle contribue respectivement à hauteur de 212 000 FCFA et 264 000 FCFA. L'auto emploi, est l'une des principales sources de revenus des ménages Pauvres et Très Pauvres dans la mesure où ces ménages ne peuvent pas compter pour la plupart sur l'agriculture, et sur la vente d'animaux, à l'instar des Moyens et des Nantis.

Main d'œuvre temporaire

C'est une activité dévolue généralement aux ménages Pauvres et Très Pauvres au détriment des ménages Nantis pour le cas de cette zone SNI3.

Cette activité concerne surtout les opérations culturales (du désherbage, de la récolte, du battage). Durant l'année de référence, les revenus tirés de cette activité par Très Pauvres et les Pauvres sont respectivement 127 000FCFA et 162 000FCFA. Les ménages Moyens et Aisés quant à eux se procurent respectivement un montant de 135 000 et 105 000 FCFA.

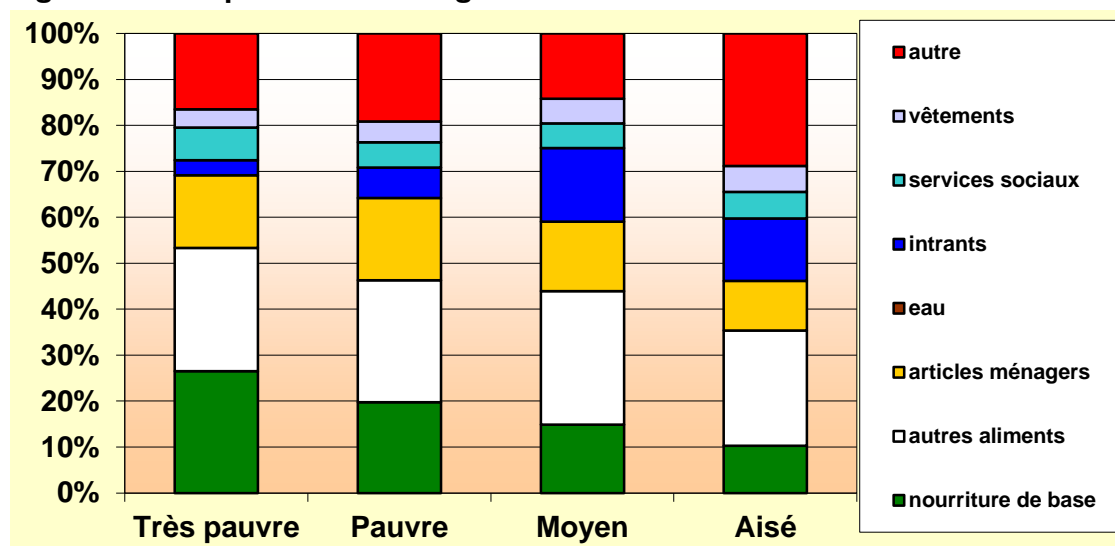
La cueillette

L'activité de cueillette dans la zone concerne principalement le pain de singe et le « maad ». Elle procure des revenus pour les ménages Pauvres, Très Pauvres et Moyens. En année de référence la cueillette rapportait 97 000 FCFA pour les ménages Très Pauvres, 84 000 FCFA pour les ménages Pauvres et 14 000 FCFA pour les ménages Moyens.

VII. Schémas des dépenses des ménages

L'analyse des dépenses permet de comprendre comment les revenus monétaires des ménages ont été utilisés et fait ressortir les dépenses importantes pour les ménages durant l'année de référence. Les dépenses des ménages dans cette zone varient selon les groupes socio-économiques et selon les articles achetés mais se caractérisent par leur importance vis-à-vis des revenus.

Figure 5 : les dépenses des ménages



Dépense sur les aliments de base

Les achats d'aliments sont composés des achats de nourriture de base : riz, maïs, mil et pain et des autres aliments comme l'huile, les légumineuses, le sucre, le poisson frais et séché, viande. Les achats d'aliments de base ont permis aux ménages Nantis et Moyens de couvrir 40% et 44% de leurs besoins caloriques et au Pauvres et Très Pauvres 51 et 61% de leurs besoins en énergie.

- Achats de riz

Le riz est une denrée très prisée par les ménages de la zone SNI3 à l'image de l'ensemble du Sénégal. En termes d'apport calorique, le riz contribue pour 12% chez les Nantis, 15% chez les Moyens et Pauvres et enfin 18% chez les Très Pauvres.

Les quantités achetées varient en fonction du pouvoir d'achat et de la taille des catégories socioéconomique. Les ménages Nantis ont acheté en année de référence 525 kilogrammes, les ménages Moyens 480 kg, les Pauvres 360 kg et les Très Pauvres 320 kg.

- **Achats de maïs**

En année de référence, les achats de maïs ont permis de couvrir les besoins calorifiques des ménages Nantis à hauteur de 8%. Concernant les ménages Moyens, la contribution calorifique a été estimée à 5%, et pour les ménages Pauvres et Très Pauvres les contributions calorifiques se situent respectivement à 13% et 15%. L'achat est plus important chez les Pauvres et Très Pauvres car leur production agricole pour cette céréale est très faible.

- **Achats de mil**

Le mil n'est pratiquement pas acheté par trois catégories socioéconomiques (Nantis, Moyens, Pauvres). Seule la catégorie des Très Pauvres achète le mil pour une quantité de 160 kilogramme. Cela s'explique par leur faible taux de couverture des stocks de mil qui dure généralement 2 à 3 mois. La contribution calorifique de l'achat du mil pour les ménages Très Pauvres est estimée à 9%. Pour les autres catégories socioéconomiques, elles préfèrent acheter du maïs que du mil.

Les autres achats alimentaires

Les autres Achats d'aliments concerne l'huile, le sucre, le poisson, (frais et sec) la viande, la pâte d'arachide etc...

L'utilisation de l'huile dans cette zone SNI3 est faible. On a noté en année de référence un apport calorifique chez les Nantis de 5%, Les ménages Moyens, Pauvres et Très Pauvres ont enregistré des apports calorifiques respectifs de 6%, 4% et 5%. Cette faible utilisation de l'huile s'explique aussi par le fait que ces ménages ne consomment tous les jours de l'huile pour la préparation de leurs repas.

Le sucre également est faiblement consommé par les ménages de cette zone SNI3. Le sucre est consommé lors de la prise du café et du thé en général. La contribution calorifique est estimée à 6% chez les ménages Nantis, 5% chez les ménages Moyens et Pauvres, et 4% chez les ménages Très Pauvres.

La contribution calorifique de la viande est estimée à 1%. La viande est pratiquement achetée que chez les ménages Nantis. Les autres catégories socioéconomiques n'ont pas assez d'argent pour acheter cet aliment.

La contribution en calories du poisson frais tout comme celle du poisson séché, a été faible. Il est de 1% pour toutes les catégories socioéconomiques. L'utilisation du poisson n'est pas journalière. Elle se consomme en moyenne deux à trois fois par semaine.

Les dépenses en intrants

Les dépenses en intrants concernent les produits vétérinaires, les intrants en bétail, les coûts d'embouche, l'achat de semences, d'engrais et de pesticides, l'investissement en bétail et l'achat d'outils agricoles et puisettes. Les ménages Nantis et Moyens investissent beaucoup plus dans l'agriculture et l'élevage soit des montants respectifs de 303 500 FCFA et 223 000 FCFA en année de référence. Concernant les ménages Pauvres et Très Pauvres, les dépenses en intrants s'élèvent respectivement à 51 000 FCFA et 18 000 FCFA. Ce faible taux d'investissement chez les Pauvres et Très Pauvres montrent que leur faible capacité d'acheter des intrants. Cela entraîne de faibles productions agricoles pour ces ménages.

Les dépenses dans les services sociaux

Les dépenses sur les services sociaux sont diversifiées en fonction des catégories socioéconomiques. Ces dépenses concernent les frais scolaires, de santé d'eau etc. En année de référence les Nantis ont

dépensé 130 000 FCFA, les Moyens 74 000 FCFA, les Pauvres 42 000 F CFA, et les Très Pauvres 40 500 FCFA.

Les dépenses sur l'éducation sont estimées à 50 000 FCFA chez les Nantis et 32 000 FCFA pour les Moyens. En ce qui concerne les ménages Pauvres et Très Pauvres, les dépenses sont estimées respectivement 20 000FCFA et 18 000FCFA.

Les dépenses sur la santé sont pratiquement faibles pour les ménages Pauvres et Très Pauvres. Les montants dépensés en année de référence pour ces deux catégories socioéconomiques sont respectivement 22 000 FCFA et 22 500 FCFA. Cette faible contribution s'explique par l'insuffisance de revenus de ces ménages Pauvres.

Par contre les dépenses effectuées par les Nantis tournent autour de 80 000 FCFA et 42 000 FCFA pour les ménages Moyens. La capacité financière de ces ménages permet de satisfaire les soins primaires en matière de santé.

Les dépenses non alimentaires comme celles des vêtements sont très importantes chez les Nantis par rapport aux autres catégories socioéconomiques. Le montant dépensé est estimé à 125 000 FCFA par an en année de référence. Pour les Moyens, les Pauvres et Très Pauvres les montants dépensés en année de référence sont respectivement 75 000 FCFA, 35 000 FCFA et 22 500 FCFA.

Les autres dépenses

Ce poste de dépenses concerne ceux non alimentaire essentielle c'est-à-dire les condiments y compris le sel, le thé, le café, les noix cola, le savon, les piles, le bois de chauffe et charbon de bois

Ces dépenses sont composées des charges liées au transport, au frais de communications, des dons, des engagements communautaires/fêtes, des taxes et impôts, des prêts et remboursements de crédits. Les dépenses liées aux frais de communication en année de référence s'élèvent à 100 000 FCFA pour les nantis, 65 000 FCFA pour les Moyens, 25 000FCFA pour les Pauvres et 14 500 FCFA pour les Très Pauvres.

Les dépenses liées aux articles ménagers, sont quasiment faibles pour toutes les catégories. Généralement les articles ménagers sont achetés une fois par année, au moment de la période de Ramadan⁵. Les ménages Nantis ont dépensé en année de référence 14 000 FCFA, 8 000 FCFA pour les ménages Moyens, 9 000 FCFA pour les ménages Pauvres et 3 500 FCFA pour les ménages Très Pauvres.

VIII. Risques et chocs

L'analyse des stratégies de subsistance, consiste à étudier le mode d'obtention de la nourriture, de revenus et les modèles de dépenses.

Dans le cadre ce profils SNI3, un certain nombre de risques et de chocs ont été identifiés par secteurs.

Les chocs : Dans cette zone, les chocs les plus récurrents dans le domaine de l'agriculture, sont les attaques d'insectes et la sécheresse. Les maladies qui attaquent le bétail sont la peste des petits ruminants (PPR), la péripneumonie contagieuse bovine, le botulisme et la pasteurellose. Les éleveurs souffrent aussi énormément du vol de bétail. A cela s'ajoute un autre choc sur la hausse des prix des céréales de bases en période de soudure. Les ménages dont les stocks sont épuisés, sont exposés à des hausses sur certaines denrées de premières nécessités comme le mil ou le maïs.

⁵Ramadan : mois de jeun chez les musulmans

Activité	Chocs
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Attaques d'insectes ; - Sécheresse avec une installation tardive des pluies ou insuffisance de pluies au moment des semis et une mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace - Inondation - Erosion éolienne - Absence d'utilisation des intrants agricoles (semences améliorées et engrais) - Oiseaux granivores, criquets et sautereaux - Diverses maladies des plantes
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Peste des petits ruminants (PPR) ; - Péripneumonie contagieuse bovine ; - Botulisme ; - Pasteurellose ; - Vol de bétail. - Vol de bétail accentué
Marchés	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du prix des céréales et de certains produits essentiels notamment en période soudure - Rupture de stock. - Enclavement de certains villages

Stratégie d'adaptation

Diverses stratégies sont développées par les ménages en cas de mauvaise année. La réduction des dépenses non alimentaire est une stratégie pour tous. Les catégories des ménages Nantis et des Moyens optent le plus souvent pour l'augmentation du nombre de bétail vendus. Les femmes feraient du petit commerce, tandis que les jeunes valides pourraient migrer vers des endroits les plus propices. Les ménages Pauvres et Très Pauvres quant à eux le plus souvent s'adonnent à la vente de bois de chauffe, et augmentent le nombre d'exodants ainsi que la durée de l'exode. Le nombre de personnes qui parte en exode pourrait augmenter de même que la durée de l'exode - qui d'habitude fait six (6) mois.

IX. HEA et analyse MEB

La réalisation de ce profil a été une occasion de tester l'analyse de MEB⁶ dans le processus de HEA. La conception et la mise en œuvre du processus du MEB sectoriel ont été testées dans la zone de moyens d'existence SNI3 dans sa partie qui couvre le département de Tambacounda. L'objectif est de continuer à intégrer pleinement l'analyse du MEB sectoriel dans le processus HEA depuis l'évaluation de base jusqu'à l'analyse des résultats et la modélisation de la résilience. En rappel, le panier de dépenses minimum est un ensemble de biens et de services qui permettent un niveau minimum acceptable de bien-être, de bonne santé, de sécurité et de dignité. Le niveau minimum acceptable dans ce cas est défini par des normes sectorielles.

⁶ MEB : Minimum Expenditure Basket (en anglais) ou Panier de dépense minimum (en français)

Les étapes pour l'analyse de MEB.

Étapes	Activités clés
Etape 1	Définir la composition du MEB - Revoir les normes sectorielles (internationales et nationales). Elaborer une liste d'éléments requis pour satisfaire ces normes.
Etape 2	Pour chaque élément, évaluer le montant nécessaire pour satisfaire les normes minimales acceptables dans le secteur. Le processus nécessite que l'on détermine quels éléments sont partagés au sein d'un ménage et combien il faut par ménage et par personne.
Etape 3	Recueillir les prix de chaque article identifié dans la liste du MEB sectoriel. Le prix unitaire de chaque article doit être indiqué (c.-à-d. par jour, par article, par année et ainsi de suite). Une fois que les prix sont collectés, il convient de faire attention aux différences de prix saisonnières pour certains articles et aux différentes variétés et à la qualité des articles (produits locaux vs. Importés par exemple). Le sexe et l'âge des personnes dans le ménage doivent également être spécifiés pour un suivi précis des prix.
Etape 4	Calculez chaque coût du MEB sectoriel. S'assurer que la composition d'un ménage typique a été définie parce que le nombre et l'âge des filles et des garçons, des hommes et des femmes dans le ménage auront une incidence sur le calcul des coûts de santé, d'éducation, d'hygiène et d'habillement. Calculer le coût total du MEB. Ajouter les coûts par secteur pour calculer le coût total MEB par secteur. Ce calcul représente le coût des biens et services requis pour satisfaire à certaines normes minimales pour avoir une vie saine et digne.
Etape 5	Analyser le coût total du MEB par secteur par rapport aux dépenses réelles du ménage. Il s'agit d'une comparaison des dépenses et des coûts pour la même année. On peut à la fois effectuer les calculs par personne ou par ménage et toutes les hypothèses doivent être explicites. (c'est-à-dire que la taille du ménage doit être clairement indiquée).
Etape 6	Surveiller les coûts du MEB par secteur chaque année et faire les mises à jour pour l'année en cours. L'analyse du MEB par secteur de l'année en cours peut être combinée avec l'analyse des résultats HEA pour fournir une évaluation des revenus totaux du ménage pour une année donnée (par groupe de richesse) par rapport aux coûts du MEB par secteur.

Un manuel détaillé, Sector MEB Operational Guidelines, (Directives opérationnelles du MEB sectoriel), fournit des indications étape par étape du processus de calcul d'un MEB sectoriel. Voici un bref résumé des principales activités à chaque étape du processus.

La finalisation des paniers sectoriels nécessite des discussions approfondies avec les partenaires locaux pour s'assurer qu'il y a consensus et transparence sur la composition de chaque panier sectoriel⁷. Les résultats de cette étude pilote sur le calcul et l'application d'un seuil du MEB sectoriel pour l'analyse de la résilience HEA apporteront un soutien au Cash Learning Partnership (CaLP) dans leurs pays d'intervention. En outre, les résultats du MEB renforceront également l'analyse HEA en fournissant un

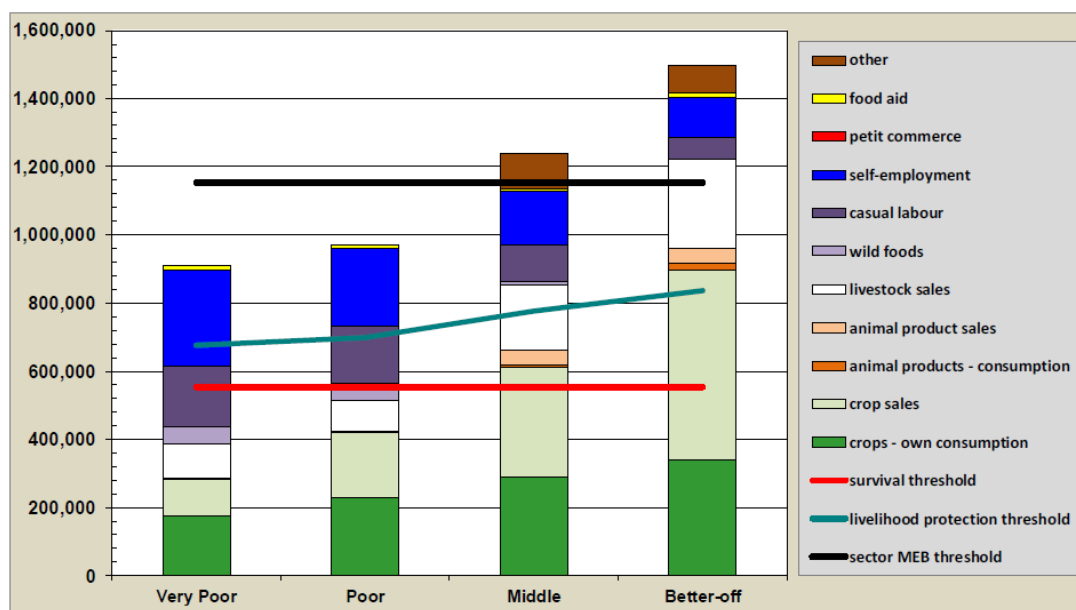
⁷ Les neuf secteurs sont : l'abri et les articles ménagers ; le WASH (eau, assainissement et hygiène) ; l'habillement ; l'éducation ; la santé ; les moyens de subsistance ; les contributions fiscales et communautaires ; la protection et la sécurité ; et le panier pour un régime alimentaire sain. Idéalement, le seuil du MEB permet d'équilibrer le coût d'un niveau minimum de bien-être fondé sur des normes sectorielles, mais qui se situe également dans la fourchette de revenus de certains ménages de la population locale. Si un seuil est trop élevé, une réévaluation de la quantité ou de la qualité de certains articles dans les paniers est nécessaire.

seuil pour la planification du développement qui reconnaît le coût réel pour satisfaire aux normes sectorielles minimales en matière de santé, d'éducation, d'eau, d'hygiène, d'assainissement, etc.

Résultat de l'analyse :

Les résultats montrent que le seuil du MEB fournit un objectif économique important pour les planificateurs du développement. En tant que tel, il permet de mesurer la résilience ou la robustesse économique, qui prend en compte les notions de bien-être et de dignité ainsi que de santé économique et physique. Ce concept de robustesse est différent de la définition de la résilience en tant que capacité à résister aux chocs. Le seuil du MEB sectoriel lui-même est la somme d'un ensemble d'éléments individuels répartis dans 9 paniers sectoriels différents.

Figure 6 - Revenus totaux (HH 11 / an) par groupe de richesse et les trois seuils HEA - SNI3



Le revenu total de chaque groupe de richesse est illustré dans les graphiques à barres. Au cours de l'année de référence, qui peut être considérée une année de production relativement bonne, tous les groupes de richesse ont dépassé les seuils de survie et de protection des moyens de subsistance (une réponse humanitaire n'était donc pas requise). Toutefois, seuls les ménages Moyens et Aisés ont dépassé le seuil du MEB sectoriel pour ce cas précis.

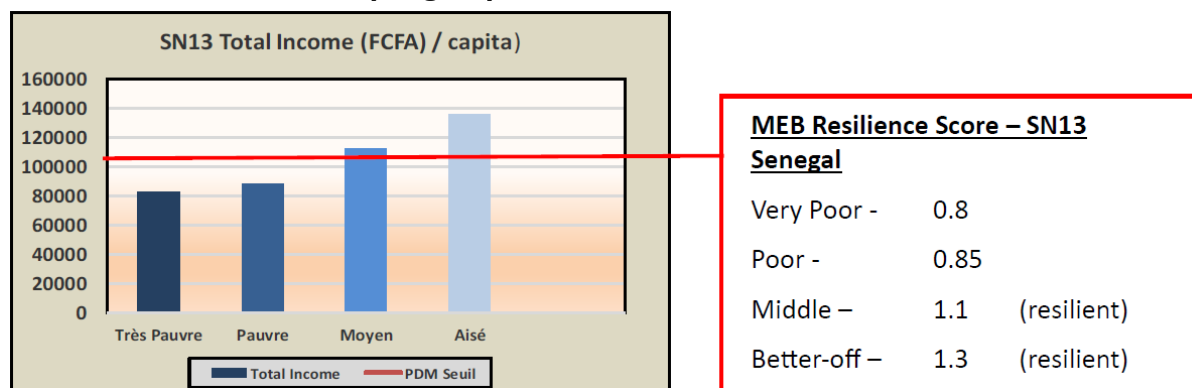
SNI3 représente la zone de subsistance agropastorale de Tambacounda Goudiry Kolda dans le sud-ouest du Sénégal. Dans cette zone, le seuil du MEB sectoriel est estimé à 1 151 982 FCFA / HH 11 / an (ajusté aux prix de l'année de référence 2015-2016). Le revenu total de chaque groupe de richesse a également été ajusté pour un ménage de 11 membres (c'est-à-dire, la taille moyenne des ménages Pauvres dans la zone de subsistance SNI3). Comme l'illustre le graphique (figure 6), les Très Pauvres et les Pauvres font face à des écarts de dépenses respectifs de 27% et 19% par rapport au revenu total. En d'autres termes, le revenu total des ménages Pauvres devrait augmenter de 119% par rapport au niveau de l'année de référence pour couvrir le coût total des paniers sectoriels.

Score de résilience du MEB

À partir d'une analyse du seuil du MEB sectoriel, nous pouvons ensuite calculer un score de résilience du MEB pour chaque groupe de richesse. Le calcul peut être fait par ménage (en utilisant la taille moyenne des ménages des Pauvres) ou par habitant. À titre d'illustration, nous utiliserons le calcul par habitant.

Concrètement, on estime qu'environ 60% des ménages de la zone de moyens de d'existence agropastorale du Sénégal se situent nettement en dessous du niveau minimum de bien-être ; environ 27 à 29% des ménages gagnent un revenu suffisant pour satisfaire aux normes du secteur ; et seulement 11 à 13% des ménages atteignent un niveau de confort supérieur à la norme minimale.

Figure 7 - Revenu total annuel par groupe de richesse et seuil de résilience du MEB – SN13



Ces résultats peuvent donc être résumés en termes de **score de résilience du MEB**. Le score est calculé en divisant le revenu total par le coût du MEB sectoriel. Un score supérieur à 1 signifie que le revenu du ménage est suffisamment élevé pour couvrir le coût des normes sectorielles dans cette zone. Ces ménages sont donc relativement **robustes**. Un score inférieur à 1 signifie que le revenu du ménage est inférieur au coût nécessaire pour satisfaire les normes minimales de bien-être⁸.

Les ménages qui se situent en dessous du seuil MEB et qui ont un score de résilience MEB inférieur à 1, gagnent un revenu qui n'est ni suffisant pour protéger leurs moyens de subsistance pendant les mauvaises années, ni suffisant pour atteindre les niveaux de vie minimum pendant les bonnes années. À cette fin, nous pouvons affirmer que ces ménages ne sont ni **résilients** aux chocs communs ni suffisamment **robustes** pour satisfaire aux normes minimales de bien-être.

⁸ Le score de résilience MEB emprunte la méthode de calcul au score de résilience des moyens de subsistance HEA, mais les deux diffèrent d'une manière fondamentale. Le score de résilience des moyens de subsistance concerne le degré auquel les ménages résistent aux chocs communs. Pour calculer le score, un scénario de risque typique est modélisé à l'aide de données de base HEA. Les groupes de richesse, qui se situent au-dessus de leur seuil de protection des moyens d'existence (c.-à-d. Un score de résilience supérieur à 1), sont considérés résilients au risque. En revanche, le score de résilience MEB est une mesure du bien-être dans une année relativement normale et compare l'année de référence et / ou le revenu du ménage de l'année en cours au coût de l'atteinte de niveaux de vie minimum acceptables.

ANNEXES

I.1. Liste des villages type sélectionné pour la collecte des données

DEPARTEMENT	VILLAGE
KOLDA	SARE MAOUNDE DIAO
	COUMBA CARA
VELINGARA	SARE ADJA
	SARE BODIO
	SARE DEMBA
	SARE KONKO
	MANKA COUNDA
	SINTHIOU SAMBA FOULA
TAMBACOUNDA	FARABA
	MADIALY
GOUDIRY	BANTANANI
	LONDON



Financement :

Cette étude a été possible grâce au généreux support du peuple américain à travers l'Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID). Le contenu relève de la responsabilité de Save the Children et de ses partenaires et ne reflète pas nécessairement la vision de USAID ou du gouvernement américain.

Informations complémentaires :

Save the Children International, Bureau Régional Afrique de l'Ouest et du Centre ;

PAM, Bureau Pays, Dakar, Sénégal ;

Secrétariat Exécutif Conseil National De Sécurité Alimentaire

Site Internet : www.hea-sahel.org

